**Marc Angel (S&D).** – Monsieur le Président, cher Commissaire, chers collègues, ce matin, la Présidente de la Commission, Madame von der Leyen, a rappelé l’importance des médias, de l’opposition et de la société civile lorsqu’un État risque de basculer vers le totalitarisme. Depuis près de dix ans, ce Parlement ne cesse d’appeler à une action européenne en Hongrie afin de faire respecter l’indépendance des médias et l’indépendance de la justice. Il est important de soutenir le contre-pouvoir face à un gouvernement déviant. En Hongrie, quand il ne s’agit pas de la cause des femmes, c’est celle des droits LGBTI qui est instrumentalisée pour opposer les individus entre eux, pour dévier l’attention des faits de corruption avérés des proches d’Orbán.

Et l’Europe dans tout ça ? Plutôt que de voir en elle une alliée, Orbán l’accuse de tous les maux pour cacher ses intentions appartenant à un monde du passé. Cette attitude est abominable et ne peut rester sans réaction de notre part. L’Europe doit agir et se montrer à la hauteur de ses ambitions. Les paroles de la Commission en matière d’état de droit doivent être suivies d’actions concrètes. Mon groupe politique plaide pour que le principe de conditionnalité soit strictement appliqué et que le Parlement européen, seule institution européenne composée de membres directement élus, soit associé au processus et au contrôle d’application des faits.